

« L'UE doit renforcer son unité sur la migration »

La ministre des affaires étrangères autrichienne, Karin Kneissl, nommée par l'extrême droite, veut rapprocher l'est et l'ouest de l'Europe

ENTRETIEN

VIENNE - correspondant

Karin Kneissl est une ministre des affaires étrangères atypique. Diplômée de l'ENA, ex-diplomate, elle est considérée comme l'une des meilleures spécialistes européennes du Proche-Orient. Nommée en décembre 2017 sur proposition du parti d'extrême droite FPÖ, elle devrait être à Paris mardi 27 février.

Vous vous présentez comme indépendante, mais vous avez été nommée par le FPÖ. Est-ce un parti d'extrême droite, comme l'a affirmé M. Macron ?

Cette expression n'a pas le même sens, traduite littéralement du français vers l'allemand. Je considère que le FPÖ est un parti de droite.

Votre rapprochement avec le FPÖ date de 2016. Est-il lié à l'afflux historique de demandeurs d'asile en Autriche ?

Oui. Je n'ai d'ailleurs jamais été critiquée depuis vingt ans pour ma participation à des colloques organisés par des instituts proches de la gauche et de la droite. Les agressions verbales dont je suis victime ont débuté lorsque

j'ai accepté la main tendue par le FPÖ, ce qui ne cesse de m'étonner.

Le FPÖ est-il un parti comme un autre ?

C'est un parti politique représenté au Parlement autrichien.

Le président Alexander Van der Bellen a demandé au FPÖ de respecter l'Etat de droit et de lutter contre l'antisémitisme dans ses rangs. L'Autriche va-t-elle suivre l'exemple de démocratie libérale prôné par la Hongrie ?

C'est le droit et le devoir d'un président que d'intervenir dans le débat public, mais je ne comprends pas en quoi votre question me concerne.

Ne mettez-vous pas vos compétences aux services d'une entreprise de « blanchiment » du FPÖ sur la scène internationale ?

Je ne blanchis rien sur la scène internationale et j'interdis qu'on applique à ma personne ce vocabulaire. Je n'appartiens à aucun parti politique. J'ai été appelée en tant qu'experte. Je n'ai pas l'intention de mener avec vous un débat sur l'Etat de droit et la Constitution. Je suis volontiers à votre disposition pour évoquer mon travail en tant que ministre des affaires étrangères. J'ai été, par exem-

« Je considère que le FPÖ est un parti de droite »

ple, l'une des trois seuls ministres des affaires étrangères présents à la conférence consacrée à la lutte contre l'antisémitisme, organisée à Rome par l'OSCE (*Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe*) le 29 janvier. J'ai fait un discours qui a été bien reçu par le Congrès juif mondial, pour montrer l'importance que mon gouvernement accorde à ce sujet. Son président, Ronald S. Lauder, a évoqué la situation déplorable des juifs en France et la montée énorme de l'antisémitisme.

La communauté juive de France entretient des relations avec le gouvernement français. La communauté officielle de l'Autriche refuse tout contact avec le FPÖ. Pourquoi ?

Ça, je ne peux pas vous répondre. Mais je vous conseille vraiment de poser des questions qui concernent mon travail.

Le vice-chancelier FPÖ, Heinz-Christian Strache, a dit qu'il con-

sidérait le Kosovo comme faisant partie de la Serbie. Est-ce la position officielle de l'Autriche ?

Le jour où cette phrase a été rendue publique dans le journal serbe *Politika*, j'ai réagi en rappelant la reconnaissance du Kosovo par l'Autriche en 2008. Notre position n'a pas changé depuis.

M. Strache soutient aussi l'indépendance de la Républi-

que serbe de Bosnie...

J'espère qu'il est clair pour vous et pour les lecteurs du *Monde* qu'en tant que ministre des affaires étrangères, ma position est de soutenir l'intégrité territoriale de la Bosnie-Herzégovine.

Pourquoi votre gouvernement veut-il offrir la nationalité autrichienne aux résidents germanophones de la région du Tyrol du Sud, en Italie ?

Il y avait une demande de la part du Tyrol du Sud qui cherchait à connaître la faisabilité d'un tel projet. Toute décision devra être prise conjointement avec Rome. Les débats sont techniques, parce que cela demande, comme la France l'a fait d'ailleurs, de sortir de la convention du Conseil de l'Europe sur la double nationalité. Par ailleurs, je rappelle qu'à partir de 2006, le gouvernement italien

a pris la décision d'accorder la nationalité italienne aux descendants des Italiens de la région Adriatique.

L'Autriche va présider l'Union européenne à partir de juillet. Quelles seront vos priorités ?

Le dossier de l'élargissement de l'UE à l'Europe du Sud-Est est une priorité. Nous souhaitons également que l'UE renforce son unité concernant le dossier de la migration, qui ne concerne pas avec la même intensité un habitant de Belfast, de Lisbonne ou de Vienne. Il est très facile de rejoindre l'Europe centrale à pied en provenance du Proche et du Moyen-Orient. Or la migration ne va pas s'arrêter avec la fin de la guerre en Syrie, comme l'avait affirmé Angela Merkel.

Mais comment rapprocher les positions antagonistes de l'Est de l'Europe avec celles de l'Ouest ?

En faisant l'effort de réfléchir conjointement aux solutions à apporter aux causes des migrations. Elles sont complexes et mouvantes. Les conflits en Afrique du Nord et en Afrique subsaharienne sont liés à des problèmes démographiques et au chômage de masse. Les Bangladais

LE PROFIL

Karin Knoll

Née en 1965, la ministre des affaires étrangères autrichienne est une spécialiste du Proche-Orient. Elle avait travaillé au ministère de 1990 à 1998, pour ensuite devenir journaliste et universitaire.

constituent le deuxième groupe de migrants présents actuellement en Libye. Ce sont des gens qui ont souvent perdu leur travail dans les grandes compagnies de construction et d'exploration pétrolière des pays du Golfe, à la suite de la chute des prix du pétrole. La destruction de la Libye au nom de l'humanitaire a déstabilisé économiquement l'Égypte, le Tchad, le Mali. Un million d'Égyptiens ont dû fuir ce pays. ■

**PROPOS RECUEILLIS PAR
BLAISE GAUQUELIN**